

Intervention de S.E. Monsieur Marc Pecsteen de Buytswerve,
Ambassadeur, Représentant permanent

au Conseil de sécurité des Nations unies

Briefing et consultation sur le Burundi

New York, le 14 juin 2019

Monsieur le Président,

Tout d'abord, nous voudrions remercier SSG Taranco, le commissaire à la paix et à la sécurité Chergui de l'Union africaine ainsi que le Président de la configuration Burundi de la Commission des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix pour leurs briefings de cet après-midi.

Notre dernière intervention de ce mercredi devant la configuration Burundi de la Commission des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix nous avait déjà permis de réitérer notre préoccupation par rapport à la situation des droits de l'homme et de la situation socio-économique au Burundi ainsi que notre disponibilité pour le dialogue avec les autorités burundaises.

Pendant ce briefing, nous aimerions souligner l'importance des élections de 2020.

Si l'on veut prévenir des contestations ensuite, il faut que le processus électoral soit transparent et suffisamment inclusif. Cela devrait passer par une feuille de route consensuelle où les principaux acteurs s'accordent sur les préparatifs et les modalités des élections, mais aussi sur les conditions nécessaires pour garantir des élections pacifiques. Je voudrais lancer un triple appel à tous les acteurs burundais : 1. des élections crédibles requièrent que l'espace politique et médiatique ne soit pas verrouillé à l'avance, 2. que les élections ne soient pas boycottées, mais également 3. qu'elles puissent être observées d'une manière indépendante. L'inclusivité implique aussi la participation des nombreux acteurs politiques pacifiques qui se sont exilés ces dernières années. Bien entendu, le respect de la lettre et de l'esprit de l'Accord d'Arusha est un préalable à toute solution.

Si ces conditions sont réunies, je pense qu'il est important de réfléchir au soutien que nous pouvons apporter à ce processus, tant sur le plan bilatéral qu'au niveau des Nations-Unies. Dans ce cadre, la Belgique se félicite de l'adoption du nouveau code électoral avec un appui politique élargi, de la récente annonce de la Commission Électorale Nationale Indépendante qu'elle invitera des observateurs internationaux et régionaux pour assister au processus électoral de 2020.

La Belgique est convaincue qu'à l'approche des élections de 2020, une opportunité se présente pour trouver une solution durable à certaines causes ou conséquences de la crise de 2015 qui sont malheureusement toujours d'actualité.

Nous saluons l'Ouganda qui, par le biais du Président Museveni, joue un rôle clé en tant que médiateur. Nous sommes convaincus que l'Ouganda sera en mesure de reprendre les recommandations de l'ancien facilitateur Mkapa afin de les mener à bien. Nous saluons l'engagement continu des présidents kenyan et tanzanien. Les répercussions régionales de la

situation au Burundi - telles que rapportées par le groupe d'experts- soulignent encore la nécessité d'un engagement régional de haut niveau.

L'Union africaine continue de jouer un rôle important dans ce dossier. Nous estimons qu'en terme de médiation, les activités de l'Union africaine ainsi que les garants de l'Accord d'Arusha pourraient compléter et renforcer davantage celles actuellement entreprises par la Communauté de l'Afrique de l'Est.

En parallèle, les Nations unies et le bureau de l'Envoyé spécial pour le Burundi doivent continuer à soutenir les efforts de la sous-région et de la région. Les NU restent un partenaire du Burundi et doivent mettre tout en œuvre pour l'aider à régler ses difficultés d'ordre politique et socio-économique, ce qui doit passer par une pleine coopération et respect mutuel. La Belgique salue l'engagement continu et le travail substantiel entrepris par l'Envoyé Spécial pour le Burundi. Son mandat reste absolument indispensable pour diriger et coordonner l'appui politique des NU. Nous attendons désormais les propositions du SGNU concernant les rôles possibles des NU au Burundi après avoir consulté les principaux partenaires. En attendant, le Conseil de Sécurité doit continuer à contribuer à ce débat. Je vous remercie pour votre attention,